

9

Le rôle de l'État et les politiques économiques

La régulation par le marché (thème 1) permet des situations économiques positives ou non (voir fiche 8). Par conséquent, l'État intervient pour réguler cette activité, ce qui constitue l'un de ses rôles majeurs. L'économiste américain Richard Musgrave y ajoute l'allocation des ressources et la redistribution.

1 L'allocation des ressources et la redistribution

A L'allocation des ressources

■ Elle se concrétise par la mise en œuvre d'une **production non-marchande**. En effet, les ressources dont disposent les ménages sont inégalement réparties et ne sont pas toujours orientées vers l'intérêt général. L'État se substitue donc à l'initiative individuelle en finançant, par l'impôt, une production gratuite ou quasi gratuite pour les usagers (ce qui constitue donc souvent un paiement indirect).

Exemple

Tous les ménages ont besoin de se déplacer dans une ville. L'initiative individuelle conduit à s'équiper d'une ou plusieurs automobiles. Or, certains ménages n'en ont pas les moyens et la démultiplication des voitures pour des trajets urbains réguliers est préjudiciable à l'environnement. L'État instaure donc des transports en commun publics à des tarifs spécifiques qui permettent à (presque) tous de se déplacer tout en limitant les émissions polluantes.

■ Cette production non marchande porte sur un bien public qui est dit « pur » lorsqu'il répond à 2 conditions : **non excluabilité** (personne n'en est exclu en raison d'un paiement) et **indivisibilité** (le bénéfice par un agent n'empêche pas les autres agents d'en bénéficier). Dans le cas contraire, il est qualifié « d'impur ».

Exemples

- **Défense nationale** : non excluable et indivisible : pur.
- **Transports en commun** : excluable (prix du billet) et divisible : impur.
- **France Télévisions** : excluable (redevance) et indivisible : impur.
- **Couper un brin de muguet en forêt domaniale** : inexcluable et divisible : impur.

B La redistribution

■ La notion d'**égalité** (à distinguer de celle d'équité) est prépondérante en France (« liberté, égalité, fraternité », devise du pays). En économie, cette volonté de limiter les inégalités se situe au niveau des **revenus** (salaires, intérêts de l'épargne, loyers perçus...) et du **patrimoine** (biens acquis ou hérités).

■ La lutte contre les inégalités a 2 motifs :

- un **motif social** : l'existence en parallèle de personnes riches et de personnes pauvres est parfois perçue comme **socialement injuste** ;
- un **motif économique** : la concentration des revenus en un petit nombre d'agents favorise l'épargne, provoquant un **effet d'éviction au détriment de la consommation** nécessaire à la croissance.

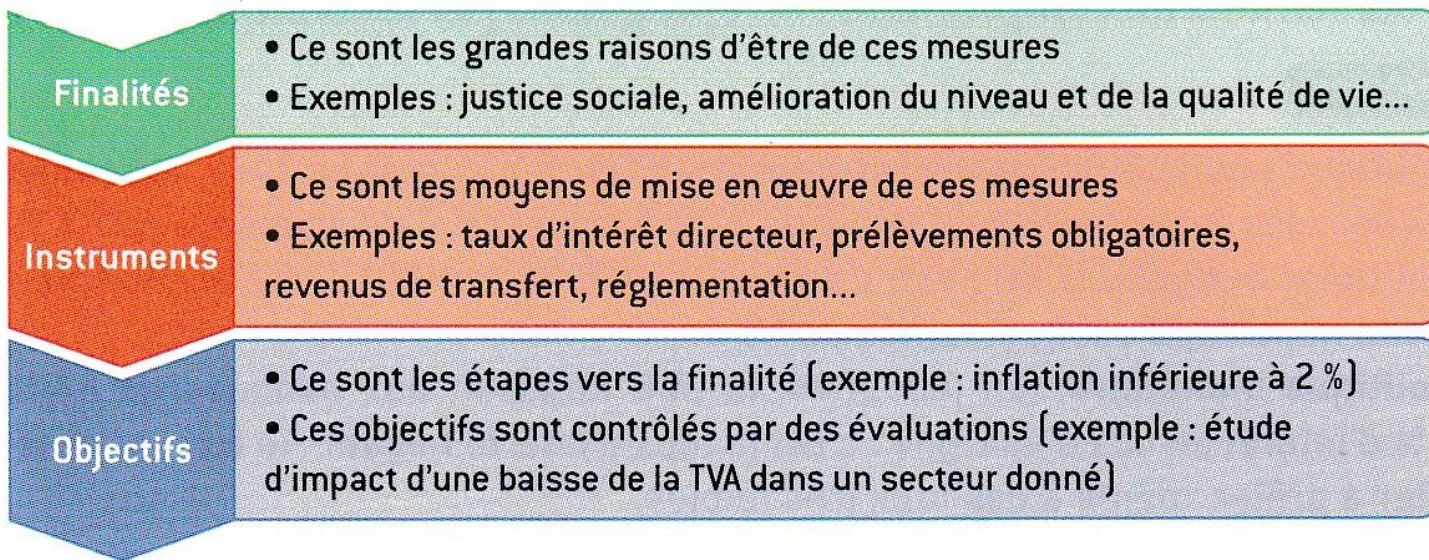
■ La lutte contre les inégalités, outre par la production non-marchande, s'effectue par :

Les prélèvements obligatoires		Les revenus de transferts
Sur le travail	Sur la propriété	
<ul style="list-style-type: none">▸ Cotisations sociales▸ Impôt sur le revenu (...)	<ul style="list-style-type: none">▸ Impôt sur la fortune immobilière▸ Taxe foncière (...)	<ul style="list-style-type: none">▸ Allocations diverses▸ Prime pour l'activité (...)

2 La régulation de l'activité économique par l'État

A Les politiques économiques et leurs finalités

■ Une politique économique est un **ensemble de mesures cohérentes** mises en œuvre par les **pouvoirs publics** en vue d'atteindre une ou plusieurs **finalités économiques**.



Exemple

Le gouvernement prévoit, à partir de 2020, que les heures supplémentaires soient désocialisées (non soumises au paiement de cotisations sociales). Cette décision relève bien d'une politique économique :

- décision des pouvoirs publics : le gouvernement ;
- atteinte d'une finalité : amélioration du niveau de vie ;
- utilisation d'un instrument : les prélèvements obligatoires ;
- volonté d'atteindre des objectifs : hausse du revenu disponible (pour les ménages) ; hausse du temps de travail des salariés (pour les entreprises).

■ Les décisions économiques visent à orienter l'activité économique, corriger ses dysfonctionnements et stabiliser ses variations. Certaines mesures à court terme sont dites **conjoncturelles**, celles à plus long terme sont **structurelles**.

Exemples

Le lancement de la construction d'une ligne de transport à grande vitesse ou de réseaux de communication numérique performante est :

- une **politique conjoncturelle** : création d'emplois et soutien de l'activité pour les travaux eux-mêmes ;
- une **politique structurelle** : performance durable des déplacements et de la communication pour favoriser l'activité économique.

B Les politiques économiques conjoncturelles

■ Elles s'appuient notamment sur :

- la **politique budgétaire** : ce sont les actions sur les ressources (prélèvements obligatoires, déficit budgétaire) et les dépenses (productions non-marchandes, revenus de transfert), de l'État ;
- la **politique monétaire** : elle s'effectue par le maniement du taux d'intérêt directeur par la Banque centrale européenne. Ce taux se répercute mécaniquement sur les taux aux emprunteurs ou épargnants par les banques de 2nd rang.

Exemples

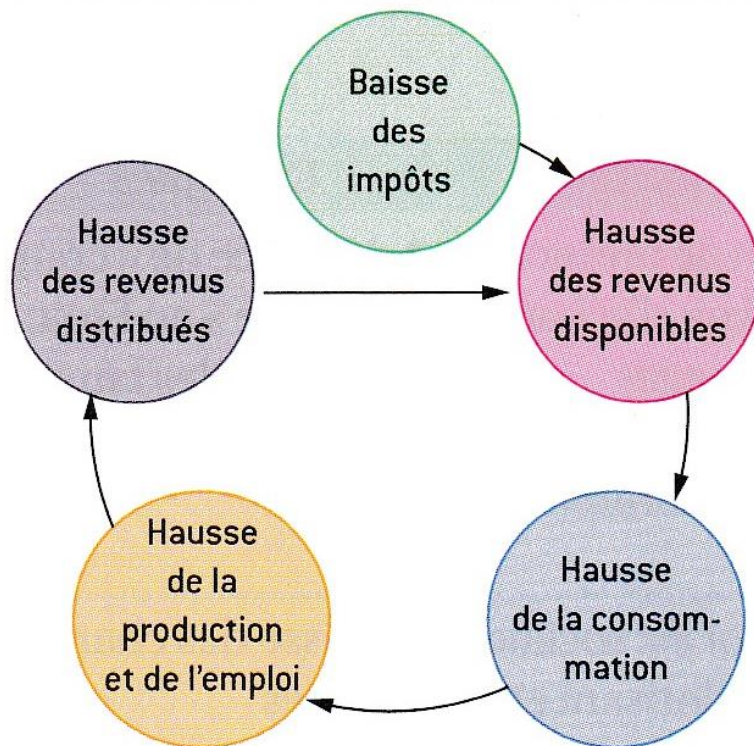
- **Politique budgétaire sur les recettes de l'État** : au 1^{er} janvier 2018, les cotisations sociales des salariés ont baissé de 2,20 % mais la CSG a augmenté de 1,7 % :
- **Politique budgétaire sur une dépense de l'État** : en 2018, l'allocation pour l'adulte handicapé est augmentée de 50 € :
- **Politique monétaire** : en juin 2016, la BCE imposait aux banques de payer 0,4 % d'intérêt en cas d'épargne : c'est le taux d'intérêt négatif ; le but est de les inciter à prêter, même à des taux très faibles.

■ Les politiques conjoncturelles cherchent à orienter l'activité économique, notamment en ce qui concerne les axes suivants :

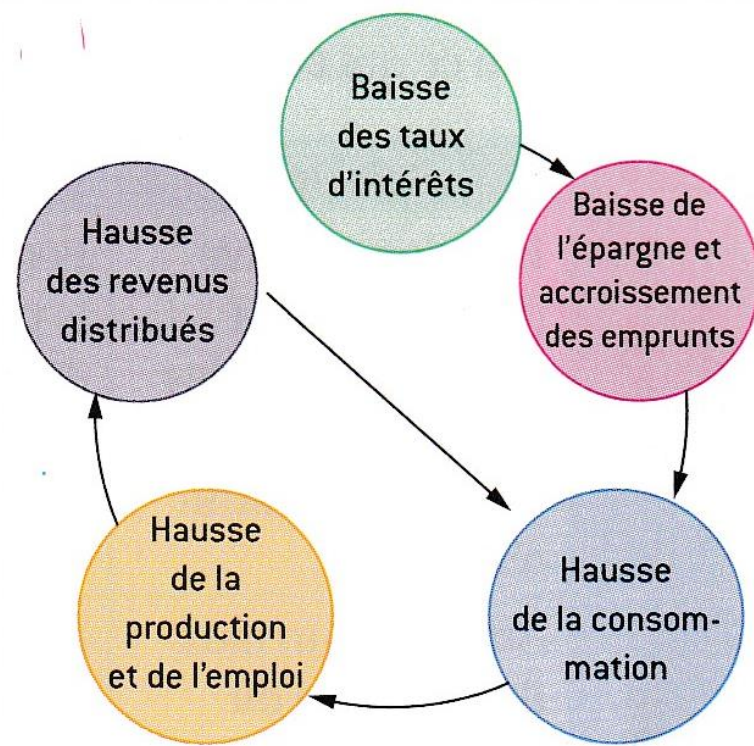
Axes	Principes	Objectifs	Exemples
Le niveau des prix	Inflation positive (la déflation est dangereuse car les ménages reportent leurs achats) limitée à 2 %	Permet de préserver le pouvoir d'achat des ménages donc le niveau de la consommation	<ul style="list-style-type: none">▸ Absence de « coup de pouce » au Smic▸ Hausse des taux d'intérêts
Le niveau de l'emploi	Atteinte d'un taux de chômage dit incompressible : +/- 3 % (temps nécessaire à la recherche d'un emploi)	L'emploi est socialement valorisant et, économiquement, procure un revenu qui permet de consommer	<ul style="list-style-type: none">▸ Baisse des charges sociales▸ Limitation de la durée et des conditions d'indemnisation▸ Formations

La croissance du PIB	Augmentation de la production (voir fiche 8)	<ul style="list-style-type: none"> ► Production = emploi = distribution de revenus = consommation = production ► Cercle vertueux 	<ul style="list-style-type: none"> ► Hausse du Smic ► Baisse des taux d'intérêts ► Commandes de l'État
Le solde de la balance commerciale	Différence entre les exportations et les importations d'un pays	Les exportations sont des emplois et productions du pays qui sont financés par des ressources d'un autre pays	Suppression des barrières tarifaires (droits de douane) et non tarifaires (quota)

■ Une **politique conjoncturelle de relance** vise principalement à soutenir la consommation et la production pour favoriser la croissance. Sa mise en œuvre s'effectue notamment par la baisse des prélèvements obligatoires et/ou des taux d'intérêts. Le but est d'enclencher un cercle vertueux (voir schéma page suivante).



N.B. : la reprise de l'activité génère des recettes fiscales qui « comblent » le manque à gagner généré par la baisse initiale des prélèvements obligatoires (impôts).



N.B. : il est nécessaire que les banques disposent de fonds prêtables sans quoi elles ne pourront satisfaire les demandes de prêts des agents.

■ Une **politique conjoncturelle de rigueur** (ou « de stabilisation ») vise principalement à lutter contre l'inflation et à limiter les déficits publics (hausse des impôts et des taux d'intérêts).

C Les politiques économiques structurelles

■ Elles consistent à modifier en profondeur les structures d'un pays pour favoriser son activité économique. Elles se réalisent souvent par la réglementation.

Exemples

- ▶ **2008** : passage de l'autorisation d'ouverture d'une grande surface de 300 m² à 1 000 m² pour accroître l'intensité concurrentielle et lutter contre l'inflation.
- ▶ **2017** : réforme profonde du Code du travail.
- ▶ **2017** : transformation de l'ISF en impôt sur la fortune immobilière (IFI) ; le but est d'inciter les détenteurs de capitaux à investir dans le capital des entreprises (au détriment de valeurs refuges comme l'immobilier) pour qu'elles disposent de surfaces financières accrues en vue de leur investissement et de leur croissance.